

# **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

## **Noms de domaine et certificats électroniques**

**Marché n° 2532A0076**

Vos interlocuteurs Météo-France :  
Direction des achats publics  
42, avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 01

# Table des matières

Cahier des clauses particulières.....	4
1. Objet du marché public.....	4
2. Documents contractuels.....	4
3. Décomposition du marché public.....	4
4. Forme du marché public et procédure de passation.....	4
5. Durée du marché public.....	4
6. Démarrage des prestations et délais de réalisation.....	5
7. Montant du marché public.....	5
8. Notification des informations et des décisions.....	5
9. Prestations attendues.....	5
9.1. Achat des noms de domaine.....	5
9.2. Gestion des noms de domaine : prestations générales.....	5
9.3. Gestion des noms de domaine : prestations additionnelles.....	6
9.3.1. Enchères.....	6
9.3.2. Alertes des sorties.....	7
9.3.3. Gestion du portefeuille.....	7
9.3.4. Verrou de registre (ou « registry lock »).....	7
9.4. Certificats.....	7
9.4.1. Prestations attendues au titre des certificats électroniques SSL.....	7
9.4.2. Caractéristiques des certificats de signature de code.....	7
10. Modalités d'exécution des prestations.....	8
10.1. Gestion des prestations générales sur les noms de domaine.....	8
10.2. Bons de commande.....	8
10.2.1. Prestations sur bons de commande.....	8
10.2.2. Prestations sur devis.....	8
10.3. Prestations exceptionnelles.....	8
10.4. Délais d'exécution.....	9
10.5. Livraison.....	9
10.6. En cas de groupement d'opérateurs économiques.....	9
11. Obligations du titulaire.....	9
11.1. Assurances.....	9
11.2. Insertion sociale.....	9
11.3. Obligations environnementales du titulaire.....	9
11.4. Secret professionnel.....	9
11.5. Transfert des données.....	10
11.6. Information et conseil.....	10
12. Constatation de l'exécution des prestations.....	10
12.1. Opérations de vérification.....	10
12.2. Admission.....	10
12.3. Ajournement.....	10
12.4. Réfaction.....	11
12.5. Rejet.....	11
13. Garantie.....	11
14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations.....	11
15. Propriété intellectuelle.....	12
15.1. Régime des résultats.....	12
16. Protection des données personnelles.....	12
17. Établissement des prix.....	12
17.1. Définition.....	12
17.2. Forme des prix.....	12
17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger.....	13
18. Paiements.....	13
18.1. Avance.....	13

18.2. Modalités de paiement.....	13
18.3. Intérêts moratoires.....	13
18.4. Établissement des factures.....	14
19. Cession ou nantissement des créances.....	14
20. Pièces et attestations à fournir.....	14
20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail).....	14
20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail).....	15
20.3. Liste nominative du personnel étranger.....	15
20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs.....	15
21. Pénalités.....	15
21.1. Pénalités pour retard.....	15
21.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel.....	16
21.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale.....	16
21.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale.....	16
22. Résiliation.....	16
23. Litiges et attribution de juridiction.....	17
24. Dérogations.....	17

# Cahier des clauses particulières

## 1. Objet du marché public

Le présent marché public a pour objet la gestion des noms de domaine de Météo-France, l'achat des noms de domaine, des certificats SSL et des certificats de signature de codes pour Météo-France.

Il comprend les éléments matériels et immatériels valides afin de permettre l'usage de ces produits.

Météo-France a la concession des droits d'utilisation des noms de domaine et des certificats et licences et dispose des droits d'installation sur tout système compatible avec ces dispositifs.

## 2. Documents contractuels

Le présent marché public est constitué par les documents contractuels suivants, énumérés par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et son annexe financière dûment signé, dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

2. le présent cahier des clauses particulières (CCP) dont l'exemplaire original détenu par Météo-France fait seul foi ;

3. le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de Fournitures courantes et de services (CCAG/FCS) approuvé par arrêté du 30 mars 2021. Il peut être consulté depuis le site internet <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques> ;

4. le mémoire technique du titulaire, qui s'applique en tout ce qui ne serait pas contraire aux stipulations définies dans les documents ci-dessus, lesquelles prévalent en cas de contestation ;

5. les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché.

Toute clause figurant aux conditions générales du titulaire, sur ses tarifs ou au dos de ses factures qui serait contraire aux documents indiqués ci-dessus est réputée non écrite.

## 3. Décomposition du marché public

Le marché public n'est pas décomposé en lots.

## 4. Forme du marché public et procédure de passation

Le marché public est établi en application du code de la commande publique.

La procédure mise en œuvre est la procédure adaptée en application des articles R.2123-1 à R.2123-7 du code de la commande publique.

- Forme du marché :

Le marché public est passé sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire à bons de commande en application des articles R. 2162-1 à R. 2162-6 et R. 2162-13 à R. 2162-14 du code de la commande publique.

## 5. Durée du marché public

Le marché public prend effet le 04/09/2025 ou à sa date de notification si celle-ci est postérieure.

Il est passé pour une durée initiale de trois (3) ans à compter de sa prise d'effet.

À l'issue de son terme initial, le marché public est reconductible une (1) fois pour une durée d'un (1) an de manière tacite sans toutefois pouvoir dépasser une durée totale de quatre (4) ans.

Si Météo-France ne souhaite pas reconduire le marché public, l'établissement en informe le titulaire au moins un (1) mois avant l'échéance.

## 6. Démarrage des prestations et délais de réalisation

Les bons de commandes peuvent être passés à compter de la date de prise d'effet du marché public.

Les bons de commandes peuvent être passés durant la période de validité de l'accord-cadre et s'exécuter au-delà de la date de fin de validité de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution dépasse de plus de six mois cette date de fin de validité.

Des représentants de Météo-France et du titulaire se réunissent peu de temps après la notification, sans surcoût, pour préciser certaines modalités de mise en œuvre.

## 7. Montant du marché public

Le montant maximal des prestations susceptibles d'être commandées durant la validité de l'accord-cadre, éventuelles périodes de reconduction comprises, est de 80 000 € HT soit 96 000 € TTC. Si ce montant maximal est atteint, l'accord-cadre prend fin de plein droit, sans que le titulaire puisse prétendre à une indemnité.

## 8. Notification des informations et des décisions

La notification au titulaire des informations et décisions prises par Météo-France pour l'exécution du présent marché public peut être réalisée par courriel. Le destinataire accuse réception des courriels adressés par Météo-France en précisant la date et l'heure de leur réception. Cette date et cette heure font courir les délais applicables prévus par le marché public. En l'absence de réception par Météo-France d'un accusé de réception dans un délai de huit jours à compter de leur envoi au titulaire et par dérogation aux articles 2 et 3.1.1 du CCAG/FCS, les informations et décisions adressées par courriel sont réputées réceptionnées par le titulaire et notifiées à la date et à l'heure de leur envoi.

## 9. Prestations attendues

### 9.1. Achat des noms de domaine

L'achat des noms de domaine se fait par l'émission de bons de commande. L'achat d'un nom de domaine est réalisé pour une année.

Le renouvellement de l'ensemble des noms de domaine est réalisé une seule fois. Le titulaire doit donc gérer les dates de renouvellement pour chaque nom de domaine.

### 9.2. Gestion des noms de domaine : prestations générales

Chaque nom de domaine acheté est ajouté à la liste des noms de domaine gérés. Chaque nom de domaine retiré du parc de Météo-France est soustrait de la liste des noms de domaine gérés. A titre d'information, fin mars 2025, le parc de Météo-France comprend cent vingt-quatre (124) noms de domaine.

A titre informatif et sans aucun caractère contractuel, ci-dessous le nombre de noms de domaine par extension :

Extension	Nombre de domaine
.biz	1
.co.com	1
.com	26

.dev	1
.edu	1
.eu	7
.eu.com	2
.fr	52
.gf	2
.gp	2
.io	1
.mobi	1
.mq	2
.nc	1
.net	4
.org	4
.paris	4
.pf	1
.pm	1
.re	3
.tel	1
.tv	5
.wf	1
.yt	2

La prestation de « gestion des noms de domaine » débute le 04/09/2025 ou à la date de notification du marché public si celle-ci est postérieure et se termine à la fin de la première année de vie du marché public. Cette prestation est renouvelée chaque année par bon de commande.

La prestation de gestion des noms de domaine comprend :

- Le transfert des noms de domaine au début et à la fin du marché public ;
- Le rappel des dates d'expiration des noms de domaine un mois avant l'expiration afin d'éviter tout risque de perte des noms de domaine ;
- La mise à disposition d'un extranet de gestion des prestations ;
- Le support technique ;
- La gestion des WHOIS et des renseignements associés ;
- La gestion des redirections d'url ;
- La gestion administrative courante du marché, y compris des commandes ;
- La possibilité de déléguer la gestion de nom de domaine au titulaire sur son infrastructure. Une interface web doit permettre à Météo-France de gérer ces noms de domaine : ajout et suppression de tout type d'entrée de zone.

## 9.3. Gestion des noms de domaine : prestations additionnelles

### 9.3.1. Enchères

Lorsque des noms de domaine sont vendus aux enchères, le titulaire aide Météo-France à participer à ces enchères. Le titulaire indique les modalités d'enchères et suit l'enchère pour Météo-France. Météo-France fixe le montant maximum à ne pas dépasser. C'est le titulaire qui paye la totalité des montants de l'enchère directement par carte bancaire ou par virement suivant les modalités de l'enchère.

- Si l'enchère est remportée, le titulaire soumet un devis relatif au montant dépensé. Une fois que le devis est validé par Météo-France, un bon de commande peut être émis au titre du présent marché sur la base de ce devis.
- Si l'enchère n'est pas remportée, Météo-France paye au titulaire l'aide à la participation aux enchères.

### 9.3.2. Alertes des sorties

Dès qu'une extension ou un nom de domaine est susceptible d'intéresser Météo-France, le titulaire s'engage à en avertir son contact identifié à Météo-France le plus tôt possible.

En ce qui concerne les noms de domaine, le titulaire s'engage à avertir son contact identifié à Météo-France quand un nom de domaine contenant le mot « meteo » va être disponible.

### 9.3.3. Gestion du portefeuille

Le titulaire examine l'ensemble des noms de domaine acquis par Météo-France. L'objectif est d'identifier, dans le portefeuille, les noms de domaine acquis pertinents et ceux qui ne le sont pas. L'objectif est aussi de proposer une politique d'acquisition. Le compte-rendu de cet examen doit être sous la forme écrite. Une réunion peut, en cas de besoin, être organisée.

### 9.3.4. Verrou de registre (ou « registry lock »)

Création de niveaux supplémentaires d'identification entre le registre et le bureau d'enregistrement du nom de domaine. Le verrou permet de lutter contre des modifications non initiées par Météo-France.

## 9.4. Certificats

### 9.4.1. Prestations attendues au titre des certificats électroniques SSL

- ✓ L'achat de différents types de certificats électroniques auprès d'une autorité de certification dûment reconnue ;
- ✓ Les niveaux de validation des certificats sont :
  - « domain validation » ;
  - « organisation ou business validation » ;
  - « extended validation ».
- ✓ Les url protégées par les certificats sont :
  - domaine unique ;
  - wildcard : sous domaines illimités ;
  - multi-domaines : plusieurs noms de domaine.
- ✓ Les certificats permettent un chiffrement des transactions sur, au moins, 128 bits ;
- ✓ Le titulaire propose des certificats prenant en charge :
  - les clés RSA (longueur supérieure ou égale à 3072 bits)
  - les clés ECC (au moins 256 bits) ;
- ✓ La révocation d'un certificat, à la demande de Météo-France ;
- ✓ Le renouvellement de certificats acquis dans le cadre du présent marché public ;
- ✓ L'alerte trois mois avant l'échéance de chacun des renouvellements à effectuer, puis tous les mois jusqu'à la date d'expiration du certificat ;
- ✓ La fourniture bimestrielle d'un état de ce parc, mentionnant les dates de renouvellement de chacun des certificats ;
- ✓ La présentation d'un devis pour le renouvellement des certificats expirant dans le mois concerné ;
- ✓ Avertissement en cas de perte de légitimité d'une autorité de certification.

### 9.4.2. Caractéristiques des certificats de signature de code

- ✓ Les certificats sont de type :
  - Validation « simple » ;
  - Validation étendue.
- ✓ Les certificats permettent de signer un nombre illimité d'applications ;
- ✓ Les certificats permettent de signer des applications Java ;
- ✓ Le titulaire doit être en mesure de révoquer un certificat à la demande de Météo-France.

## 10. Modalités d'exécution des prestations

### 10.1. Gestion des prestations générales sur les noms de domaine

La prestation de « gestion des noms de domaine » décrite à l'article 9.2 débute au 04/09/2025 ou à la date de notification du marché public si celle-ci est postérieure et se termine à la fin de la première année de vie du marché public.

Elle est reconduite chaque année par bon de commande.

### 10.2. Bons de commande

Météo-France adresse un bon de commande au titulaire, par courrier électronique ou par voie postale, sur lequel figure le détail de la commande, sur la base du tarif indiqué à l'annexe financière. Les bons de commande, datés et numérotés, comportent, le cas échéant :

- Le numéro du marché public 2532A0076 ;
- La désignation ;
- La quantité commandée ;
- Le prix correspondant ;
- Le délai de réalisation maximal ;
- La durée et ou la période concernée ;
- Le cas échéant, la référence au devis accepté par Météo-France.

Le titulaire accuse réception par courrier électronique de chaque commande du correspondant identifié, dès que possible et au plus tard dans les 48 heures ouvrées.

Le titulaire informe par courrier électronique le correspondant identifié de Météo-France de la bonne exécution de chaque commande.

#### 10.2.1. Prestations sur bons de commande

Les achats suivants s'exécutent par bons de commande :

- noms de domaine ;
- prestations additionnelles relatives à la gestion des noms de domaine ;
- certificats.

Les bons de commande peuvent être passés durant toute la durée du marché.

#### 10.2.2. Prestations sur devis

Le cas échéant, pour l'acquisition d'un ou plusieurs noms de domaine dont le prix unitaire n'a pas été initialement prévu à l'annexe financière au présent document, le titulaire soumet un devis à l'approbation de Météo-France. Si le devis est accepté, un bon de commande peut être émis au titre du présent marché sur la base du devis validé par Météo-France. Une fois l'acquisition du nom de domaine avec une nouvelle extension, le titulaire envoie l'annexe financière mise à jour avec le prix d'achat mentionné dans le devis.

### 10.3. Prestations exceptionnelles

Si des prestations, liées à l'objet du marché mais initialement non prévues, sont à réaliser, Météo-France en informe le titulaire et lui demande de fournir un devis sur lequel sont précisés la prestation demandée et le coût de la prestation.

Si Météo-France accepte le devis, un bon de commande est établi et adressé au titulaire avant tout début de réalisation de la prestation.

Le montant maximal de ces prestations sur la durée totale de validité de l'accord-cadre ne peut excéder 5 % du montant cumulé des bons de commande (hors prestations exceptionnelles) notifiés au moment de la commande de prestations exceptionnelles.



## 10.4. Délais d'exécution

Le délai maximum de prise en compte d'une commande est celui indiqué par le titulaire dans l'annexe financière.

Il s'agit de délais maximums. Ils s'entendent à compter de la date de réception du bon de commande correspondant.

## 10.5. Livraison

Les prestations sont réalisées conformément aux modalités décrites dans l'offre du titulaire.

Les coordonnées détaillées des destinataires sont précisées par le responsable technique de Météo-France.

## 10.6. En cas de groupement d'opérateurs économiques

En cas de groupement d'opérateurs économiques, le titulaire peut prévoir dans son mémoire technique que les éventuels bons de commande et les ordres de service sont adressés par Météo-France, par dérogation aux articles 3.7.4 et 3.8.4 du CCAG/FCS, aux membres du groupement qui ont alors qualité pour formuler des observations. Il peut également prévoir dans son mémoire technique que les demandes de paiements sont présentées, par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG/FCS, par les membres du groupement, lesquels sont alors habilités à formuler ou transmettre des réclamations par dérogation à l'article 12.1.4 du CCAG/FCS.

# 11. Obligations du titulaire

## 11.1. Assurances

Le titulaire se conforme aux stipulations de l'article 9 du CCAG/FCS.

Le titulaire doit être assuré auprès d'une compagnie d'assurances pour sa responsabilité civile et en particulier pour les risques liés à la spécificité des prestations du présent marché.

Il s'engage à informer expressément le correspondant technique de Météo-France de toute modification ultérieure de son contrat d'assurance.

## 11.2. Insertion sociale

Cet article déroge à l'article 16.1 du CCAG/FCS.

## 11.3. Obligations environnementales du titulaire

Le titulaire doit opter pour des infrastructures numériques alimentées en énergie verte, optimiser l'efficacité de ses serveurs et proposer un bilan environnemental par nombre de domaines actifs.

## 11.4. Secret professionnel

Le titulaire observe le secret professionnel. À ce titre, il est astreint à une stricte obligation de confidentialité. Cette obligation demeure après le terme du marché public.

Ce secret s'étend notamment aux échanges auxquels le titulaire assiste ou participe, aux consultations qu'il donne à Météo-France, aux correspondances échangées ainsi qu'à tous les documents préparés au cours de l'exécution du marché public. Ce secret couvre également les affaires, documents, dossiers ou travaux élaborés par les agents du titulaire.

Les documents, renseignements, ou de façon plus générale, toutes les informations obtenues dans le cadre du marché public sont couverts par l'application du secret professionnel et ne peuvent être communiqués à des tiers. Cette restriction est levée si les documents, renseignements ou informations sont du domaine public.

## 11.5. Transfert des données

Au terme du marché public, le titulaire remet à Météo-France et au nouveau titulaire choisi par Météo-France en cas de changement, tous les documents ayant un caractère officiel dont il est dépositaire ainsi que tous les documents et informations nécessaires à l'exécution ou à l'achèvement de la mission qui lui était confiée ; la remise devant intervenir dans un délai permettant d'éviter toute forclusion ou prescription.

## 11.6. Information et conseil

Le titulaire reconnaît être tenu à une obligation générale de conseil notamment d'information et de recommandation auprès de Météo-France. Le titulaire s'engage à informer Météo-France sans délai de toute nouveauté technologique ou de tout nouveau produit plus adapté, au cours de l'exécution du marché public.

## 12. Constatation de l'exécution des prestations

Les modalités de constatation de l'exécution des prestations stipulées au chapitre 5 du CCAG s'appliquent.

### 12.1. Opérations de vérification

Cet article déroge à l'article 28.2 du CCAG/FCS.

Météo-France dispose de trente (30) jours calendaires maximum à compter de la date de livraison pour effectuer les opérations de vérification à destination.

A l'issue de ces opérations de vérification, Météo-France prononce la réception, l'ajournement la réfaction ou le rejet.

### 12.2. Admission

Cet article déroge à l'article 30.1 du CCAG/FCS.

Météo-France prononce la réception des prestations, si elles répondent aux stipulations du présent marché public. La réception prend effet à la date de notification au titulaire de la décision de réception. En cas de réception tacite, la date d'effet est la date d'expiration des délais de vérification prévus ci-dessus.

Si les opérations de vérification sont positives, Météo-France établit le procès-verbal de réception qui permet la mise en paiement du solde.

La réception entraîne transfert de propriété et marque le commencement de la période de garantie contractuelle.

### 12.3. Ajournement

Cet article déroge à l'article 30.2 du CCAG/FCS

Météo-France, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter, à nouveau, à Météo-France, les prestations mises au point, dans un délai maximum de quinze jours.

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de dix jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, Météo-France a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter, dans les conditions fixées aux articles [12.4](#) et [12.5](#) du présent document dans un délai de quinze jours, courant de la notification du refus du titulaire ou de l'expiration du délai de dix jours ci-dessus mentionné.

Le silence de Météo-France au-delà de ce délai de dix jours vaut décision de rejet des prestations.

Si le titulaire présente, à nouveau, les prestations mises au point, après la décision d'ajournement des prestations, Météo-France dispose, à nouveau, de la totalité du délai prévu pour procéder aux vérifications des prestations, à compter de leur nouvelle présentation par le titulaire.

## 12.4. Réfaction

Lorsque Météo-France estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations du présent marché, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il en prononce l'admission avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées. Cette décision doit être motivée. Elle ne peut être notifiée au titulaire qu'après qu'il a été mis à même de présenter ses observations.

## 12.5. Rejet

Lorsque Météo-France estime que les prestations sont non conformes aux stipulations du marché public et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total.

La décision de rejet doit être motivée. Elle ne peut être prise qu'après que le titulaire a été mis à même de présenter ses observations.

En cas de rejet, le titulaire est tenu d'exécuter à nouveau la prestation prévue par le marché public.

## 13. Garantie

Le titulaire garantit la conformité des prestations aux stipulations du marché pendant une durée d'un an, dans les conditions prévues par l'article 33 du CCAG/FCS.

## 14. Personnes désignées pour l'exécution des prestations

L'ordonnateur des dépenses de la direction des systèmes d'information est la Présidente-directrice générale de Météo-France. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction générale  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le représentant de Météo-France pour les besoins de l'exécution du présent marché public est le directeur des systèmes d'information. Il est l'interlocuteur du titulaire pour la réalisation des prestations faisant l'objet du présent marché. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
DSI/D  
42 avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 1

Le correspondant technique de Météo France et son représentant sont désignés après notification du marché public.

La personne responsable pour fournir les renseignements prévus aux articles R. 2191-60 et R. 2191-61 du code de la commande publique est le directeur financier de Météo-France ou son représentant. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Direction financière  
73, avenue de Paris  
94165 Saint-Mandé Cedex

Le comptable assignataire des dépenses est l'agent comptable de Toulouse. Ses coordonnées sont :

Météo-France  
Agence comptable  
42 avenue Gaspard Coriolis  
31057 Toulouse Cedex 1

Le titulaire indique au plus tard à la notification du marché public :

- un contact qui est l'interlocuteur privilégié de Météo-France pour tout ce qui concerne l'ensemble des aspects techniques et contractuels ;
- l'adresse courriel du responsable du suivi des documents que le titulaire doit transmettre à <https://www.e-attestations.com> (cf. article 20 du présent cahier des clauses particulières).

Les délais de trente jours prévus par l'article 3.4.3 et par le o) de l'article 41.1 du CCAG/FCS sont ramenés à huit jours.

## 15. Propriété intellectuelle

La loi française est seule applicable.

### 15.1. Régime des résultats

Par dérogation aux articles 37.2.1, 37.3.1 et 37.3.2 du CCAG/FCS, les résultats sont cédés à Météo-France à titre exclusif. La cession comporte pour ces résultats le droit pour Météo-France de procéder à tout dépôt ou réservation en tant que marque, nom de domaine, comptes de réseaux sociaux et plus généralement signe distinctif, et/ou de dessin et modèle quels que soient les territoires et les classes de dépôt, ainsi que le droit de distribuer ou commercialiser directement ou indirectement auprès de tout public, sans limite de nombre, tout produit ou service portant les résultats et plus généralement de les utiliser à titre de marque et/ou signes distinctifs. L'exploitation et la publication des résultats par le titulaire ne sont pas autorisées.

## 16. Protection des données personnelles

Pour l'exécution du présent marché public le titulaire et ses éventuels sous-traitants sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel, qui comprend en particulier le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016, relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (ou « règlement européen sur la protection des données »), et la loi informatique et libertés n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée. Il se conforme à l'article 5.2 du CCAG/FCS.

## 17. Établissement des prix

### 17.1. Définition

Les prix sont fixés à l'annexe financière de l'acte d'engagement du marché public. Ils sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'assurance. Les prix sont unitaires et révisables.

Les prix sont exprimés en euros hors taxes. La taxe appliquée est la TVA au taux de 20 %.

Ce taux n'est mentionné qu'à titre indicatif : en cas de modification de la législation fiscale, il est fait application de la taxe et du taux en vigueur à la date du fait générateur.

### 17.2. Forme des prix

Les prix applicables pour la réalisation des prestations objets du présent marché public sont les prix figurant en annexe financière au présent document.

Les prix sont révisables par ajustement.

En cours d'exécution du marché, le titulaire peut mettre à jour le bordereau des prix pour suivre les variations économiques et en suivant les variations des tarifs publics qu'il pratique pour l'ensemble de sa clientèle et le cas échéant proposer une remise par rapport à ces tarifs.

Le cas échéant, le titulaire fournit un nouveau bordereau de prix dans un délai d'un mois minimum avant son application. Ce nouveau bordereau se substitue à l'ancien pour les prix. Les délais sont inchangés.

Dans le cas où ce délai d'un mois n'est pas respecté le nouveau bordereau des prix n'est pas applicable, il est alors fait application des tarifs en cours, sauf avis contraire de Météo-France.

Clause de sauvegarde : En cas d'augmentation de plus de 3 %, rapportée à une période de douze mois, constatée sur la moyenne des tarifs des prestations utilisées dans le marché, Météo-France se réserve le droit de résilier le marché.

### 17.3. Modalités applicables en cas de titulaire étranger

La monnaie de compte du marché public est l'euro. Le prix libellé en euro reste inchangé en cas de variation de change. Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union européenne sans avoir d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

Tous les documents, factures, doivent être rédigés en français.

## 18. Paiements

### 18.1. Avance

Il n'est pas prévu d'avance.

### 18.2. Modalités de paiement

Les prestations sont payées à terme échu après leur admission par Météo-France, ou à compter de la date de réception de la facture correspondante si celle-ci est postérieure à la date d'admission.

Par exception, les prestations suivantes, si elles sont commandées, sont facturées annuellement, la première et dernière période pouvant faire, le cas échéant, l'objet d'un prorata :

- « Prestation d'alerte anticipée sur les sorties de nouvelles extensions susceptibles d'intéresser Météo France » ;
- Le verrou de registre « registry lock ».

Les prestations « Gestion des noms de domaine » sont payées à compter de la date de réception de la facture correspondante et sont facturées annuellement.

Météo-France se libère des sommes dues par virement sur le compte des titulaires défini dans l'acte d'engagement ou du document en tenant lieu. Le paiement s'effectue suivant le respect des règles de la comptabilité publique.

Le délai de paiement est de trente jours à compter de la date de réception de la demande de paiement par Météo-France ou de la date de réalisation des prestations si elle est postérieure.

### 18.3. Intérêts moratoires

Lorsque les sommes dues au principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement de trente jours, le créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'échéance prévue au contrat ou à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total de l'acompte ou du solde toutes taxes comprises, diminué de la retenue de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

## 18.4. Établissement des factures

Les factures sont transmises par voie dématérialisée.

En application des articles L. 2192-1 et suivants du code de la commande publique, le titulaire et ses éventuels sous-traitants admis au paiement direct sont tenus de transmettre les factures sous forme électronique via le portail « Chorus Pro » depuis le lien suivant :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e2s1>

Les modalités d'utilisation du portail « Chorus Pro » sont disponibles à l'adresse :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Les factures dématérialisées adressées à Météo-France doivent comporter, outre les mentions prévues à l'article D. 2192-2 du code de la commande publique, les informations suivantes :

- Le numéro de marché public : **2532A0076**
- Le numéro de SIRET qui identifie Météo-France en tant que destinataire de la facture : 18006 0030 02117.
- Le code service de l'entité de Météo-France responsable : 32DSIA
- Le cas échéant, le numéro d'engagement juridique (EJ) qui est transmis par Météo-France après la notification du marché public ou qui est mentionné sur le bon de commande transmis par Météo-France.

Le service en charge du traitement des factures est :

Météo-France  
Direction financière  
CSP dépenses

[depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr](mailto:depenses.cspfinances-toulouse@meteo.fr)

Toute facturation qui serait envoyée à Météo-France soit avant l'échéance prévue au marché, soit selon des modalités différentes de celles prévues par le présent marché, soit non conforme au marché (montant, quantité...), est renvoyée systématiquement au titulaire, qui doit la représenter conformément au marché.

## 19. Cession ou nantissement des créances

Le marché peut être nanti ou cédé dans les conditions définies par les articles L. 2191-8 et R. 2191-45 à R. 2191-63 du code de la commande publique.

Conformément aux articles L. 313-23 à L. 313-34 du code monétaire et financier, la créance cédée ou nantie doit être notifiée au comptable public assignataire des paiements, et l'exemplaire unique du marché doit être remis entre ses mains.

## 20. Pièces et attestations à fournir

### 20.1. Dispositif de vigilance (article D. 8222-5 du code du travail)

Le titulaire s'engage à fournir tous les six mois à compter de la notification du marché public et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou aux articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail, conformément à l'article R. 2143-8 du code de la commande publique, Météo-France peut, après mise en demeure restée infructueuse à l'issue d'un délai de quinze jours, résilier le marché public, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, faire exécuter les prestations à ses frais et risques.

Cahiers des clauses particulières Marché n° 2532A0076	Noms de domaine et certificats électroniques	Page 14 / 17
--	---	--------------

## 20.2. Dispositif d'alerte (article L. 8222-6 du code du travail)

Dans le cadre du dispositif d'alerte prévu à l'article L. 8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 et L. 8221-5 du code du travail, Météo-France enjoint au titulaire de faire cesser la situation délictuelle.

Le titulaire a deux mois à compter de sa mise en demeure pour apporter à Météo-France la preuve de la fin de la situation délictuelle. À défaut, à l'issue de ces deux mois, Météo-France peut résilier le marché public sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Météo-France informe l'agent auteur du signalement des suites données par le titulaire à son injonction.

## 20.3. Liste nominative du personnel étranger

Conformément à l'article D. 8254-2 du code du travail, le titulaire s'engage à remettre à Météo-France, avant tout début d'exécution, la liste nominative des salariés étrangers soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 et affectés à la réalisation des prestations objet du marché public.

Cette liste, établie à partir du registre du personnel, précise pour chaque salarié :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de cette liste doit être réalisée tous les six mois, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché public. Cette liste doit être déposée par le titulaire sur la plate-forme en ligne mise à disposition, gratuitement, par Météo-France, à l'adresse suivante :

<https://www.e-attestations.com>

Si le titulaire n'emploie pas de salarié étranger, il doit néanmoins en faire la déclaration.

## 20.4. Obligations en matière de détachement des travailleurs

Tout titulaire établi hors de France qui détache temporairement des salariés sur le territoire national est soumis à des obligations spécifiques fixées par les articles L. 1261-1 à L. 1265-1 et R. 1261-1 à D. 1265-1 code du travail.

Par suite, et conformément à l'article R. 1263-12 du code du travail, le titulaire adresse à Météo-France, le cas échéant, avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés, les deux documents suivants :

- L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service « SIPSI » du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- Une attestation sur l'honneur certifiant qu'il s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal

En application de l'article L. 1262-4-1 du code du travail, Météo-France vérifie que le titulaire qui détache des salariés a bien adressé une déclaration, préalablement au détachement, à l'inspection du travail et désigné un représentant sur le territoire national.

## 21. Pénalités

### 21.1. Pénalités pour retard

Cet article déroge aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG/FCS.

Les pénalités de retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel de réalisation des prestations est expiré.

Lorsque le délai contractuel de réalisation des prestations est dépassé par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$$P = V \times R / 50$$

Cahiers des clauses particulières Marché n° 2532A0076	Noms de domaine et certificats électroniques	Page 15 / 17
--	---	--------------



dans laquelle :

P = Montant des pénalités,

V = Valeur HT de la prestation concernée par le retard

R = Nombre de jours de retard par rapport à la date limite contractuelle d'exécution.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, les pénalités sont applicables sans exonération, annuellement, dès le premier euro.

## **21.2. Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel**

En cas de violation des mesures de sécurité ou des obligations de confidentialité prévues par le marché ou des obligations réglementaires ou contractuelles relatives à la protection des données à caractère personnel, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité ou de confidentialité impliquant des données à caractère personnel ou toute méconnaissance de la réglementation ou des clauses du marché applicables en matière de protection des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

Lorsque Météo-France envisage d'appliquer des pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité ou de protection des données à caractère personnel, l'établissement invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations dans un délai de quinze jours. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements constatés ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations.

En cas de constatation de plusieurs faits générateurs, les pénalités ainsi établies sont appliquées de façon cumulative.

## **21.3. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale**

Cet article déroge à l'article 16.1.5 du CCAG/FCS.

## **21.4. Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale**

Cet article déroge à l'article 16.2.3 du CCAG/FCS, il n'est pas prévu de pénalité.

## **22. Résiliation**

Le marché public est résiliable par Météo-France dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

Sans préjudices des stipulations du CCAG applicable, et conformément aux articles L. 2195-3 et L. 2195-4 du code de la commande publique, le marché public est résilié aux torts exclusifs du titulaire lorsque les documents ou renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique sont inexacts, ou lorsque le titulaire refuse de produire, en cours d'exécution, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 ou R. 1263-12 du code du travail, conformément à l'article 20.1 du présent document. La résiliation du marché public est alors prononcée par Météo-France, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité. Météo-France peut en outre se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG/FCS.

En outre, en cas de mauvaise exécution des prestations prévues au marché public ou de manquement grave dans les prestations, Météo-France peut, après mise en demeure, prononcer la résiliation du présent marché sans avoir à verser d'indemnité. Météo-France s'acquitte alors du montant des prestations réellement exécutées.



En cas de résiliation du marché public, quelle qu'en soit la cause, un décompte de résiliation est effectué conformément au cahier des clauses administratives générales applicable.

## 23. Litiges et attribution de juridiction

En cas de litige survenant dans l'exécution du présent marché public qui n'aurait pas pu être réglé dans le cadre des stipulations du chapitre 8 du CCAG/FCS, les deux parties entendent le soumettre au Tribunal administratif de Melun – 43, rue du Général de Gaulle, 77000 Melun.

La loi française est seule applicable. Les correspondances relatives au marché public sont rédigées en français.

## 24. Dérogations

Les articles suivants du cahier des clauses particulières dérogent aux stipulations mentionnées dans le cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services :

Article du CCP	Libellé de l'article	Nature de la dérogation	Article du CCAG/FCS
8	Notification		2 et 3.1.1
10.6	En cas de groupement d'opérateurs économiques		3.7.4 ; 3.8.4 ; 12.1.3 et 12.1.4
11.2	Insertion sociale		16.1
12.1, 12.2	Opération de vérification - admission	Durée de trente (30) jours à la place de quinze (15).	28.2 et 30.1
12.3	Ajournement	Silence de dix (10) jours à la place de quinze (15).	30.2
14	Personnes désignées pour l'exécution des prestations	Dérogation partielle Huit jours à la place de trente	3.4.3 et o) du 41.1
15.1	Régime des résultats	Résultats cédés à Météo-France à titre exclusif	37.2.1, 37.3.1 et 37.3.2
21.1	Pénalités pour retard	Formule de calcul modifiée, dénominateur de cinquante (50) à la place de mille (1000).	14.1
21.3	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière d'insertion sociale	Pas de pénalités	16.1.5
21.4	Pénalités pour méconnaissance par le titulaire de ses obligations en matière environnementale	Pas de pénalités	16.2.3